



Clermont-Ferrand, le 31 mars 2020

NON A L'UNION NATIONALE-ABROGATION DE LA LOI SUR L'ETAT D'URGENCE

La CGT de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) déclarait le 11 mars 2020 *«Non, nous ne sommes pas en guerre ! Nous sommes dans le 5e pays le plus riche du monde, où l'épidémie serait gérable si la santé n'avait pas été prise uniquement sur le critère de la rentabilité et du libéralisme ».*

Le 14 mars 2020, une médecin cheffe de service après une réunion à l'ARS Auvergne Rhône Alpes, expliquait *« Mais, s'il vous plaît, ne me parler pas d'union nationale, ne me parlez pas de votre efficacité, ne parlez pas de vos responsabilités, ni de l'implication des ministres qui ont fermé tous ces lits et laissé périmé tous ces masques. »*

Le 19 mars 2020, un collectif C19, qui réunit plus de 600 médecins, a porté plainte à la CJR contre Agnès Buzyn et Édouard Philippe, qu'il accuse de *« négligence coupable »* et de *« mensonge d'État »* dans leur gestion de la crise de l'épidémie de coronavirus. Ils dénoncent notamment le stockage très insuffisant de masques et l'absence de mise en place de tests systématiques, qui aurait permis d'isoler les *« porteurs sains »* pouvant contaminer plusieurs personnes. *« Les soignants sont en danger grave, et la population française avec eux, ce qui aurait pu être évité si les bonnes décisions avaient été prises à temps. »*

Le gouvernement Macron-Philippe s'il avait eu pour préoccupation première, la santé de la population aurait dû prendre il y a plusieurs semaines ou prendrait aujourd'hui des mesures d'urgence fortes, pour fournir les équipements et matériels divers qui manquent aux soignants. Mais, ce gouvernement préférerait se soucier d'organiser les élections municipales, de déclencher le 49.3 pour faire passer sa contre-réforme des retraites. Son inaction et ses attermoissements dans le domaine sanitaire sont criminels : les morts se comptent désormais par centaines.

Au lieu d'agir dans le domaine sanitaire, au besoin en réquisitionnant les usines pour fabriquer des masques, des respirateurs..., rouvrir les centaines de lits d'hôpitaux en urgence, permettre un dépistage systématique, Macron utilise même de manière cynique, la crise sanitaire pour instaurer une loi d'urgence qui autorise le gouvernement à légiférer par ordonnance pour d'une part liquider le code du travail en aggravant les conditions d'exploitation des salariés : suppression des congés, possibilité de faire travailler jusqu'à 60h par semaine, autorisation donnée aux employeurs de prendre les jours accumulés dans les comptes épargne temps ; d'autre part également pour restreindre encore plus les libertés démocratiques.

Macron et sa bande, par ce coup de force et leur priorité donnée à l'économie, poursuivent l'exploitation jusqu'au bout des travailleurs, se plaçant dans la logique du journaliste

conservateur britannique Jeremy Warner qui a vanté les mérites de la pandémie de coronavirus qui « tue principalement les personnes âgées ». « Sans aller trop dans le détail, d'un point de vue purement économique, le coronavirus pourrait même s'avérer légèrement bénéfique à long terme en éliminant principalement les personnes âgées dépendantes. » Mediapart 18/03/2020

Macron indiquait le 16 mars 2020 : « Nous sommes en guerre » et appelait à l'union nationale : « J'appelle tous les Français à s'inscrire dans cette union nationale qui a permis à notre pays de surmonter tant de crises par le passé ». Cette notion héritée de la Première Guerre, renvoie à la déclaration d'Alexandre Millerand, le ministre de la Guerre, le 13 janvier 1915 : « Il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre ». Péricat délégué CGT en 1917 dénonçait en décembre 1917, lors de la 3ème conférence confédérale de la CGT, l'union sacrée, comme dans la CGT, une voie réformiste de collaboration avec le gouvernement, avec le patronat et indiquait « la récompense de l'union sacrée, de la collaboration gouvernementale, ... nous l'avons obtenue par la répression, nous l'avons obtenue en laissant disparaître non pas nos libertés, mais nos semblants de liberté, nous l'avons obtenue en perdant nos us et coutumes ; en sacrifiant femmes et enfants à l'usine, au chantier, à l'exploitation à outrance ».

Pour le syndicat CGT du CD 63, les responsables des conséquences dramatiques de la crise sanitaire sont Macron et sa bande qui après avoir fermés des centaines de lits et mis à genoux l'hôpital public « envoient au front » : les personnels soignants, soigner, sans moyens pour se protéger contre le virus et les travailleurs, travailler sans moyens de protection, dans des conditions dangereuses pour leur santé et leurs proches, y compris dans des secteurs non essentiels.

Le syndicat CGT du CD 63 appelle la direction de la CGT à combattre ouvertement ce gouvernement Macron-Philippe et :

- à refuser toute collaboration avec lui, à rejeter explicitement et fermement l'union nationale,
- à se prononcer pour l'abrogation de la loi sur l'état d'urgence,

Le syndicat CGT du CD 63 appelle les autres organisations de la CGT à en faire de même.

Le bureau de la CGT du CD63

A Clermont-Ferrand, le 31 mars 2020